

Grèce : vers un nouveau mémorandum ?

Par Romaric Godin

19/04/2016,
10:28

Depuis le début de la crise grecque en 2010, la stratégie de la zone euro consiste principalement à reporter à plus tard les choix importants. C'est, du reste, une des clés pour comprendre la durée de cette crise.

Ce printemps 2016 ne fait pas exception. La question de la présence du FMI dans le troisième programme signé en août dernier avait été reportée à plus tard, après la « première évaluation », alors prévue à l'automne. Finalement, cette première évaluation, entamée en février, n'est toujours pas terminée. Et la question du FMI n'est pas réglée. Elle devient même une cause potentielle d'une nouvelle aggravation de la crise.

Les Européens pour et contre le FMI

Car ce troisième programme doit faire face à une « impossible trinité » formée des créanciers européens, du FMI et du gouvernement grec. Les premiers ont fait de la présence du FMI une condition *sine qua non* de leur participation. En réalité, c'est principalement l'Allemagne qui pose cette condition. Sans participation de l'institution de Washington, le gouvernement allemand - dont on connaît la fragilité actuelle - risque de ne pas pouvoir obtenir de nouveaux crédits pour la Grèce au Bundestag. Comme souvent, les alliés traditionnels de l'Allemagne, la Finlande, la Slovaquie et les Pays-Bas notamment, lui emboîtent le pas en exigeant la présence du FMI.

Les Grecs contre le FMI

Mais ces pays refusent une des conditions principales posées par le Fonds: une réduction du stock de dettes grecques dont ils sont les principaux détenteurs. Or, sans cette réduction, l'institution de Washington, non sans raison, juge la dette hellénique insoutenable et refuse d'entrer dans un nouveau plan. Parallèlement, le gouvernement grec, pourtant partisan lui aussi d'une restructuration de la dette, s'effraie des exigences budgétaires du Fonds - où il est, là, d'accord avec les créanciers européens - et demande l'exclusion du FMI du programme, estimant qu'il sera plus simple de discuter avec ses « partenaires » de la zone euro...

La tentative grecque

Ce sac de nœud d'intérêts et d'exigences contradictoires a conduit au blocage actuel. La semaine passée, le gouvernement hellénique a tenté de forcer la décision en annonçant qu'il déposerait, cette semaine, même sans accord des créanciers, ses projets de réforme devant le parlement.

[| Lire aussi: Grèce, le retour de la crise ?](#)

Si ces projets non validés étaient votés par le parlement, ce serait une rupture de l'accord du 19 août. Mais on ne se dirige pas vers cette voie. Il est vrai qu'Alexis Tsipras, s'il peut menacer, n'a guère les moyens d'aller plus loin, sauf à accepter une cessation de paiement cet été qu'il a refusée l'an dernier. Autrement dit, ce scénario semble peu crédible. D'autant que, parallèlement, pour amadouer les créanciers de la zone euro, le gouvernement grec acceptait une nouvelle hausse de la TVA.

L'austérité, seul terrain d'entente

Ce week-end à Washington, les négociations se sont donc poursuivies, principalement entre FMI et créanciers de la zone euro. Dans le cadre du troisième mémorandum, la position grecque est, en réalité, secondaire dans la mesure où le rapport de force est très défavorable à la Grèce qui, en position de demandeur, n'a guère de moyens de pression.

Or, quoi de mieux pour mettre d'accord le FMI et l'Eurogroupe qu'un nouveau plan d'austérité ? D'après plusieurs sources, un nouveau plan d'économies de 3,5 milliards d'euros aurait donc été mis en place pour permettre à la Grèce d'atteindre l'objectif fixé par le mémorandum d'un excédent primaire (hors service de la dette) de 3,5 % du PIB en 2018.

Maintenir le FMI un pied dedans et un pied dehors

L'objectif de ce nouveau plan, qui ressemble fort à un « troisième mémorandum et demi » comme le définit le site d'investigation hellénique [thepressproject](#), est sans doute une nouvelle fois de reporter la décision à plus tard. Le FMI ne croit pas à la capacité de l'économie grecque d'atteindre cet objectif, mais si la Grèce applique ce nouveau mémorandum, alors le FMI devra revoir ses calculs, car avec un excédent primaire constant de 3,5 % du PIB, la dette grecque pourrait effectivement redevenir soutenable.

L'objectif de ce plan n'est cependant pas de rendre la dette grecque soutenable, c'est plutôt de laisser en suspens la participation du FMI pour faire accepter le versement de la prochaine tranche au Bundestag. Le FMI restera ainsi à la fois dans le « quartet » de surveillance de la Grèce et hors du financement du plan « d'aide ». Une solution d'attente typique de la gestion européenne.

Nouveau plan d'austérité

FMI et créanciers de la zone euro ont donc trouvé un accord sur le seul terrain d'entente possible : celui d'une austérité « positive » capable de sauver l'économie grecque. Les « fuites » concernant le projet apparemment rédigé par la Commission européenne ne laissent aucun doute sur l'âpreté de ce plan.

Sur les retraites, ce plan demande non seulement des économies de 1% du PIB comme le prévoit le plan gouvernemental, mais aussi des économies supplémentaires de 2% du PIB pour « compenser » la décision du Conseil d'Etat de l'an dernier d'annuler des baisses de pension pour certains retraités. Dans ces conditions, on voit mal comment les retraités actuels pourraient échapper à une réduction de leurs pensions.

Hausses massives d'impôts

Deuxième étape: l'impôt sur le revenu sera fortement alourdi, avec une plus forte taxation des classes moyennes, l'intégration définitive de la taxe de solidarité réputée jusqu'ici provisoire et l'abaissement du seuil de non-imposition. Selon le projet de la Commission, ce seuil serait ramené à 8.200 euros environ, alors que les Grecs proposent 9.100 euros.

Vient ensuite un alourdissement de la TVA avec la proposition d'un passage à 23% du taux frappant le gaz, l'eau et l'électricité, dont le maintien à 13% avait été un des rares succès du gouvernement à l'été 2015. Les biens culturels passeraient d'un taux de TVA de 6% à 13% et toute une série de taxes indirectes et d'impôts seront revus à la hausse. Pour leur part, les salaires de la fonction publique seraient gelés jusqu'en 2018 et seul un cinquième des départs en retraite seraient remplacés. Enfin, le fonds de privatisation serait « indépendant » de l'Etat grec.

La recette de l'échec

Ces mesures sévères rendent en réalité ineptes les autres demandes « qualitatives » des créanciers et du FMI: modernisation de l'Etat, soutien à la croissance, amélioration de la compétitivité. Une administration au pain sec aura bien du mal à se « moderniser » tandis que, soumis à des hausses d'impôts massives et à des baisses de pension, les citoyens chercheront à fuir le paiement de leurs obligations pour sauvegarder ce qui peut l'être.

L'impact des hausses d'impôts massives sur l'économie sera fortement négatif, rendant l'objectif mesuré en pourcentage du PIB encore plus difficile à atteindre. Cette recette de l'accord entre les créanciers et le FMI est la recette de l'échec déjà utilisée sans succès de 2010 à 2013.

Refuser de tirer les leçons de ses échecs passés

C'est une nouvelle preuve que les créanciers de la Grèce n'ont rien appris de leurs échecs. Ce nouveau mémorandum est donc voué, une nouvelle fois, à lamentablement se fracasser sur la réalité hellénique. Il sera donc inévitablement suivi d'un autre. Pendant ce temps, le FMI restera spectateur et la dette ne sera pas restructurée. Cette position serait désastreuse pour la Grèce, mais parfaite pour le gouvernement fédéral allemand qui évitera les discussions sur la dette et pourra toujours se plaindre, comme à l'accoutumée, de la « mauvaise volonté grecque à appliquer les réformes ».

Refus grec

Le gouvernement grec connaît évidemment ce piège. Lundi, il a refusé les propositions qui lui ont été présentées et a réaffirmé ses lignes rouges: pas de coupes dans les pensions actuelles et un seuil d'imposition sur le revenu à 9.100 euros.

Mais la situation n'est pas éloignée de celle du week-end des 11 et 12 juillet 2015 lorsque Wolfgang Schäuble avait monté subitement les enchères et menacé la Grèce d'une exclusion de la zone euro. Les conditions très dures acceptées par Alexis Tsipras le matin du 13 étaient alors apparues comme une « victoire », la Grèce demeurant dans l'euro.

En réalité, le gouvernement grec avait vu la facture s'alourdir. Il pourrait en être de même ici: la proposition de la Commission fait singulièrement monter les enchères par rapport aux demandes précédentes. On peut donc imaginer qu'Athènes obtienne raison sur ses deux « lignes rouges », mais doit consentir des sacrifices considérables par ailleurs. Il n'est pas sûr que l'économie grecque en sorte plus solide. On en saura plus après l'Eurogroupe du 22 mars prochain.

Bilan amer pour le gouvernement grec

Le bilan pour le gouvernement grec reste néanmoins amer. Se voir contraindre comme c'est probable un nouveau mémorandum avec sans doute encore de vagues promesses de restructuration de la dette grecque. Il n'est pas parvenu à arracher une remise en cause de l'objectif chimérique des 3,5% du PIB d'excédent primaire pour 2018.

Pire même, il se retrouve encore sur la sellette pour n'avoir pas respecté un programme irréaliste, alors même qu'il a fait passer plus de 100 mesures durant l'automne avec l'approbation de l'Eurogroupe et est parvenu à dégager un excédent primaire de 0,2% du PIB en 2015. Plus que jamais, ce troisième programme prend des allures de piège pour le gouvernement grec. D'autant que la majorité parlementaire commence à murmurer. Accepter un nouveau mémorandum serait pour Alexis Tsipras mettre en danger sa position. C'est sans doute aussi ce que visent les créanciers de la zone euro.

Dialogue de sourds entre la Grèce et ses créanciers

11.04.2016 à
11h28

LE MONDE ECONOMIE | • Mis à jour le 11.04.2016 à 15h34 | Par [Adéa Guillot](#) (Athènes, correspondance)

C'est un scénario mille fois éprouvé depuis le début de la crise qui se joue de nouveau en Grèce, ces dernières semaines. Avec, d'un côté, le gouvernement grec qui souhaite boucler au plus vite la mission visant à juger de l'état d'avancement des réformes (« revue » en jargon européen), menée par des représentants de ses créanciers, et ces mêmes créanciers (Banque centrale européenne [BCE], Mécanisme européen de stabilité [MES], Fonds monétaire international [FMI]), qui repoussent de mois en mois l'échéance. Lundi 11 avril, les négociations continuaient après un week-end interminable de rencontres à l'Hôtel Hilton d'Athènes.

Coté grec, on espérait conclure un accord de principe avant le départ de la « troïka » lundi soir avec, comme date limite pour la signature de l'accord final, l'Eurogroupe (réunion des ministres des finances de la zone euro) du 22 avril. Mais côté créanciers, les déclarations se multiplient ces dernières heures évoquant plutôt le mois de juillet comme date butoir. Le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a ainsi souligné, vendredi, qu'il « *n'y avait pas de deadline pour la conclusion de la revue. La Grèce doit encore prendre de difficiles décisions* ».

« Nous avons rempli à peu près l'ensemble de nos obligations et aujourd'hui le FMI veut nous tordre le bras pour accepter plus de mesures »

Athènes redoute de devoir accepter des mesures plus dures si elle se retrouve dos au mur en juillet. Car elle aura alors 3,5 milliards d'euros à rembourser à la Banque centrale Européenne (BCE) et au Fonds Monétaire International (FMI), paiements qu'elle ne peut honorer sans avoir touché auparavant une nouvelle tranche (un peu plus de 5 milliards d'euros attendus) des 86 milliards de prêts prévus dans le cadre du troisième plan d'aide au pays signé à l'été 2015.

Athènes veut éviter à tout prix de se retrouver dans la situation de juillet dernier, lorsque, à court de liquidités, elle avait dû accepter la signature d'un nouveau Memorandum of Understanding (MOU) engageant le pays vers trois nouvelles années d'austérité. Dans un documentaire diffusé il y a quelques semaines, le premier ministre, Alexis Tsipras, regrettait d'avoir, à l'époque, laissé les négociations traîner. « *C'était une erreur (...), nous aurions dû, dès le début, prendre des décisions plus audacieuses* », affirme-t-il devant la caméra du journaliste Paul Mason. Aujourd'hui que la situation se répète, que la « revue » du plan d'aide s'éternise déjà depuis trois mois, le gouvernement grec pourrait-il légiférer, sans accord de ses créanciers, notamment sur la réforme des retraites ou sur la question des créances douteuses ? Ce scénario circulait ce week-end à Athènes.

« Nous avons rempli à peu près l'ensemble de nos obligations du MOU et aujourd'hui le FMI veut nous tordre le bras pour accepter plus de mesures », précise une source gouvernementale. *« Nous ne pouvons pas accepter que l'histoire se répète surtout lorsque nous devons aussi faire face à la crise des migrants. Nous pourrions nous passer du FMI, de nombreux pays européens semblent sur la même ligne que nous, mais encore faut-il réussir à convaincre l'Allemagne qui exige le maintien du FMI dans le programme, tout en refusant d'ouvrir le chapitre de renégociation de la dette pourtant réclamée par le FMI ! c'est schizophrénique ! »*

Brouillons d'accord

Des divisions qui ont débouché sur la rédaction, ce week-end, de deux textes, brouillons d'accord pour conclure la revue. L'un avec les créanciers européens (BCE, MES et Commission européenne, également à la table des discussions), et l'autre avec le seul FMI. « *Ce qui sépare les deux textes, c'est 10 % de mesures supplémentaires très dures qu'exige le FMI. Ce serait dommage que l'ensemble de la revue et du plan bloqué à*

cause de ces 10 % », souligne t-on coté grec, tout en rappelant les lignes rouges du gouvernement sur au moins trois sujets.

D'abord sur la réforme des retraites. Le ministre du travail, Georges Katrougalos, affirme au *Monde* avoir « énormément amélioré sa proposition afin de rendre le système soutenable d'ici à 2022 ». Afin de combler les 700 millions annuels de déficit des caisses de retraite, les créanciers exigent, pour la 10^e fois en six ans, des coupes dans les retraites complémentaires allant de 3 % à 40 %. M. Katrougalos propose de répartir l'effort entre une baisse plus modérée des retraites complémentaires, le recours à une partie des 2,7 milliards d'euros des réserves de la caisse nationale des retraites complémentaires ETEA et une hausse de 1,5 %, pour trois ans, des cotisations sociales. Refus catégorique des créanciers, et surtout du FMI, sur ce dernier point.

Les Européens évaluent le déficit à environ 3 % du PIB, alors que le FMI affirme qu'il se situe plutôt aux alentours de 4,5 % ou 5,5 %

Même situation de blocage sur la question des créances douteuses qui représentent plus de 105 milliards d'euros, soit plus de 50 % des 209 milliards d'euros de prêts délivrés par les banques grecques. Les créanciers exigent la libéralisation de ces portefeuilles à l'exception, sur critères de ressources, des cas des particuliers les plus pauvres.

Dernier point de tension, au cœur du conflit entre Grèce, Union européenne et FMI : l'évaluation de la situation budgétaire actuelle, cruciale pour arriver à tenir l'objectif de 3,5 % d'excédent primaire fixé pour 2018. Les Européens évaluent le déficit à environ 3 % du PIB, alors que le FMI affirme qu'il se situe plutôt aux alentours de 4,5 % ou 5,5 %. Plus profond est le « trou », plus importantes doivent être les nouvelles mesures d'austérité. A moins que la Grèce obtienne une renégociation substantielle de son énorme dette (180 % de son PIB), plaide le FMI.

Les représentants des créanciers doivent quitter Athènes lundi 11 avril, pour se rendre à Washington, aux réunions de printemps du Fonds, du 15 au 17 avril, où tous les protagonistes du « dossier » grec seront réunis. Ces rencontres pourraient contribuer à débloquer la situation. C'est du moins ce qu'on espère à Bruxelles. Le MES, la commission et la BCE plaident pour que s'y engagent les discussions préliminaires sur l'allègement de la dette grecque.

Mener les deux négociations en parallèle (la dette et la première revue) seraient le moyen, estiment certains à Bruxelles, de rapprocher enfin les vues du FMI et des Européens. La Commission compte aussi sur la publication, dans les dix jours, de données Eurostat sur l'économie grecque qui devraient valider les hypothèses macroéconomiques sur lesquelles travaillent les Européens (et Athènes), à savoir que sans réformes supplémentaires, le pays sera en mesure de dégager un surplus primaire (excédent budgétaire avant charge de la dette) de 3,5 % à partir de 2018.

Grèce : les créanciers demandent de nouvelles économies

18.04.2016 à
11h39

LE MONDE | • Mis à jour le 18.04.2016 à 15h29 | Par [Cécile Ducourtieux](#) (Bruxelles, bureau européen) et [Adéa Guillot](#) (Athènes, correspondance)



Nouvelles réformes et nouvelles économies. C'est avec cette demande que les créanciers de la Grèce (Fonds monétaire international [FMI], Banque centrale européenne, Mécanisme européen de stabilité) reprennent, cette semaine, leurs discussions avec le gouvernement grec afin de trouver un terrain d'entente conduisant au versement d'une nouvelle tranche de prêts dans le cadre du troisième plan d'aide au pays (86 milliards d'euros, décidé en août 2015).

Après une pause pour la réunion de printemps du FMI à Washington, en fin de semaine dernière (du 15 au 17 avril), le quartet représentant les bailleurs de fonds (les représentants de l'ex-« troïka ») était attendu lundi 18 avril à Athènes. Les premiers rendez-vous ne sont toutefois pas prévus avant mardi, a indiqué le ministère grec des finances. L'objectif est de préparer le terrain à un accord politique, lors de la réunion des ministres des finances européens, les 22 et 23 avril à Amsterdam.

Cela fait trois mois qu'Athènes et ses créanciers discutent sans parvenir à s'entendre. Les réunions de printemps du FMI étaient l'occasion de se retrouver une nouvelle fois pour tous les protagonistes du dossier : Christine Lagarde, la patronne du Fonds, Euclide Tsakalotos, le ministre des finances grec, Wolfgang Schäuble, son intransigent homologue allemand, Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne.

Selon nos informations, les négociations ont progressé sur un point, essentiel : les créanciers de la Grèce ont enfin, semble-t-il, accordé leurs violons. Ils se sont entendus pour que les Grecs s'engagent sur un nouveau « paquet » de réformes (à hauteur de 3,6 milliards d'euros), à adopter s'il s'avère que les perspectives pour le pays s'assombrissaient, dans les mois qui viennent, rendant l'objectif des 3,5 % inatteignable.

• Pourquoi les créanciers exigent-ils des économies supplémentaires ?

Dans le « memorandum of understanding », le contrat de prêts passé entre les Grecs et leurs créanciers, le pays est censé pouvoir dégager un surplus primaire (excédent budgétaire avant paiement des intérêts de la dette) équivalent à 3,5 % du PIB à partir de 2018. C'est sur ce scénario que travaillent le gouvernement d'Alexis Tsipras et ses créanciers européens depuis des mois.

Les Européens estiment que la Grèce, pour y parvenir, doit réaliser 5,4 milliards d'économies budgétaires et que le plan de réformes présenté en janvier par Athènes (refonte du système des retraites, nouvelles mesures fiscales) y parvient.

Mais le FMI, plus pessimiste sur l'économie grecque, pense qu'il faudrait 3,6 milliards d'euros d'économies supplémentaires pour qu'Athènes dégage un surplus de 3,5 % en 2018. A moins d'alléger radicalement l'énorme dette publique du pays (180 % du PIB), mais l'Allemagne s'y refuse.

A Washington, selon deux sources proches des discussions, c'est la ligne du FMI qui semble l'avoir emporté : le Fonds et les autres créanciers se sont entendus pour que les Grecs s'engagent sur un nouveau « paquet » de réformes (à hauteur de 3,6 milliards d'euros), à adopter s'il s'avère que les perspectives pour le pays s'assombrissaient, dans les mois qui viennent, rendant l'objectif des 3,5 % inatteignable.

« Nous avons mis à profit la présence à Washington de beaucoup de responsables politiques et financiers pour avancer dans le bon sens », a affirmé le ministre des finances français, Michel Sapin, depuis Washington. « Mon optimisme était déjà grand [avant les discussions de Washington], et il n'a pas diminué », a ajouté M. Schäuble.

• Le gouvernement grec est-il prêt à accepter cette proposition ?

Cela n'a rien d'évident. « Plusieurs propositions seront sur la table, certaines meilleures, certaines pires », a déclaré sobrement Euclide Tsakalotos, le 16 avril.

« Ce compromis, c'est un jeu de dupes car, avec la stagnation de l'économie liée au retard pris par la revue, cet objectif s'éloigne chaque jour un peu plus », estime une source au sein de Syriza, le parti que dirige M. Tsipras. « Finalement, ils se sont entendus à Washington pour nous imposer plus de mesures d'austérité, au lieu d'ouvrir enfin le chapitre de la renégociation de la dette. Rien n'a changé », ajoute, amer, cet interlocuteur.

Le gouvernement Tsipras pourra-t-il d'ailleurs imposer ces nouveaux sacrifices à Athènes ? Deux journaux grecs, dont le principal quotidien conservateur du pays *Kathimerini*, ont titré dimanche sur une possible démission du premier ministre en cas d'échec des négociations.

Selon le journal *Real News*, M. Tsipras aurait prévenu François Hollande, qu'il a rencontré mercredi 13 avril, que « soit la mission d'audit se termine comme prévu sur la base des mesures convenues à l'été 2015, soit je m'en vais ». Une information démentie par les services du premier ministre qui, dans un communiqué, affirmaient dimanche qu'aucun projet d'élections n'est sur la table.

• M. Tsipras disposera-t-il d'une majorité pour avaliser ces mesures ?

Le scénario d'élections anticipées, réclamées quotidiennement par le leader du parti conservateur, Kiriakos Mitsotakis, ne quitte cependant jamais les esprits en Grèce. D'abord, parce que la majorité parlementaire du gouvernement est très fragile, avec 153 députés sur les 300 que compte le Parlement. C'est juste assez pour faire passer les difficiles mesures réclamées par les créanciers, tant que la discipline règne au sein du groupe parlementaire et de Syriza.

Mais de plus en plus de mécontents se font entendre. Le 15 avril, le « Mouvement des 53 », une mouvance interne à Syriza, dont M. Tsakalotos est l'un des principaux leaders, a publié sur le site grec Commonality un long texte expliquant pourquoi il recommandait au gouvernement de « tomber en résistant héroïquement (...) à la "troïka" plutôt qu'humilié par la société elle-même ».

Seule certitude : le temps presse à Athènes comme à Bruxelles. Tous les protagonistes du dossier estiment qu'il faut sortir par le haut du blocage courant mai. Sinon, tous craignent le retour de la crise en zone euro, alors que l'Etat grec doit rembourser plus de 3 milliards d'euros à la BCE en juillet, et que les marchés vont devenir très nerveux à l'approche du référendum sur le « Brexit », le 23 juin.

[Revue de presse] La Grèce toujours face à une double crise

Grèce

18.04.2016 Partager :

La visite du pape François samedi sur l'île de Lesbos a une nouvelle fois rappelé la situation d'urgence qui règne en mer Egée mais également en Grèce continentale à propos de la crise des migrants. Si c'est cette actualité qui fait la une des médias ces derniers mois, la crise économique est toujours là, et les Grecs doivent vivre au rythme des négociations compliquées entre Athènes et ses créanciers.



Pas de plan d'aide sans réformes

"Une crise peut en cacher une autre" rappelle l'envoyée spéciale en Grèce de [Libération](#), qui consacre un reportage sur la crise économique et sociale du pays. Ce lundi, Athènes voit le retour des représentants du FMI sur la table des discussions autour des nécessaires réformes du pays.

Le quotidien propose un rappel des faits : " en juillet, après six mois de bras de fer avec les créanciers du pays, le gouvernement d'Alexis Tsípras, élu en janvier, renonçait à 90 % de son programme électoral et capitulait en acceptant un 'mémoire' : une nouvelle cure de rigueur pour son pays". Contre cet effort, le gouvernement grec a obtenu un plan d'aide de 86 milliards d'euros sur trois ans, dont la signature est intervenue en août. "Depuis ? Rien". Le premier versement reste en effet conditionné à la validation de nouvelles réformes, rendue complexe par les désaccords constants entre Athènes et ses créanciers.

Toutefois le gouvernement grec a récemment haussé le ton : "le gouvernement est souverain et c'est à lui que revient la décision sur la manière de réaliser les objectifs du mémoire" a martelé le ministre des Finances Euclide Tsakalotos. Sans attendre le feu vert obligatoire des créanciers, il souhaite présenter au Parlement deux réformes, sur la fiscalité et les retraites. C'est aller contre l'accord passé en août dernier, "qui place de facto le pays sous tutelle, en imposant l'approbation de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne (BCE) et du FMI avant d'engager toute action relative à la réalisation des objectifs de réformes économiques".

Le FMI réclame encore plus d'efforts, entre autre de nouvelles coupes dans les retraites ou la baisse du seuil des non-imposables. "Les Grecs sont désabusés et vivent au jour le jour", affirme le serveur d'un bar du centre-ville. "Ce qui est problématique" écrit l'éditorialiste d'un journal local, "ce n'est pas tant que les créanciers nous ont contraints à subir de tels chocs, c'est qu'à chaque nouvelle catastrophe, ils nous ont contraints à prendre des mesures encore plus dures." Avant de conclure : "finalement, il y a pire que la crise : les tentatives des créanciers pour te sauver".

Les ministres européens optimistes, le FMI et l'UE prudents

Pendant ce temps, les ministres des Finances européens se sont retrouvés lors des réunions de printemps du FMI, relatent [Les Echos](#). Michel Sapin et son homologue Wolfgang Schäuble se sont montrés d'un étonnant optimisme. "Un accord devrait être trouvé dans les jours qui viennent" a indiqué le Français. "Nous avons mis à profit la présence à Washington de beaucoup de responsables politiques et financiers pour avancer dans le bon sens".

De son côté M. Schäuble a estimé qu'un accord pourrait être trouvé avant la réunion informelle de l'Ecofin et de l'Eurogroupe à Amsterdam, les 22 et 23 avril prochains. "Je suis tout à fait sûr que nous ne serons pas

confrontés à une crise grecque cette année" a-t-il conclu [[Die Presse](#)].

Pour Pierre Moscovici, *"des progrès ont été faits ces derniers jours et nous partageons tous la volonté d'aboutir à une solution équilibrée et positive. Mais il reste du travail à faire sur les réformes pour pouvoir clore la revue du programme grec"* [[Les Echos](#)]. De son côté Christine Lagarde a admis que tout n'était pas gagné : *"Il y a beaucoup de travail à faire, donc ne vous attendez pas à des résultats immédiats parce que ce genre de choses prend du temps"*.

L'autre crise : le pape François ramène des migrants au Vatican

Loin des négociations de créanciers dans les hôtels d'Athènes, de l'autre côté de la mer Egée, le pape François était samedi sur l'île de Lesbos, symbole de la crise des migrants et de *"la porte close"* de l'Europe depuis l'accord UE-Turquie, annonce [La Croix](#). François était en visite éclair aux côtés du Patriarche de Constantinople Bartholomée et de l'archevêque d'Athènes. *"Nous avons salué environ 300 [migrants], un par un. Il y avait tant d'enfants : quelques-uns de ces enfants ont assisté à la mort de leurs parents, de leurs amis, noyés en mer"* [[Le Point](#)].

Le souverain pontife s'est également exprimé sur les politiques migratoires européennes. *"L'Europe est la patrie des droits humains et quiconque pose le pied en terre européenne devrait pouvoir en faire l'expérience ; ainsi il se rendra plus conscient de devoir à son tour les respecter et les défendre"*. Peu importe que cette personne soit réfugiée de guerre ou migrant économique, pour le pape François. Dans les deux cas, il s'agit de *"victimes de l'exploitation"*, que celle-ci soit *"de la terre"* ou résulte du *"trafic d'armes"* [[Le Point](#)].

Le pape a joint le geste à la parole, puisqu'il a ramené dans son avion trois familles syriennes musulmanes, soit douze personnes, qui seront confiées à *la communauté de Sant'Egidio, qui les hébergera pour l'heure avec d'autres réfugiés syriens"*.

"Nous allons nous occuper de leur trouver un logement, fournir des cours de langue et une insertion par le travail", a précisé dimanche le président de Sant'Egidio, Marco Impagliazzo, à [La Croix](#).

"Pour être vraiment solidaire avec celui qui est contraint de fuir sa propre terre, il faut travailler pour supprimer les causes de cette dramatique réalité. Il faut développer des politiques de longue haleine, qui ne soient pas unilatérales" a ajouté le pape François.

Semaine décisive pour la Grèce et ses créanciers, l'Union européenne et le FMI

Par Challenges.fr Voir tous ses articles



Christine Lagarde, directrice générale du FMI, et Alexis Tsipras, Premier ministre grec. AFP / montage Challenges

La Grèce va tenter cette semaine de se mettre d'accord avec ses créanciers UE-FMI pour rester sous perfusion financière et obtenir un allègement de sa dette, mais l'épilogue reste hypothéqué par l'ampleur des sacrifices réclamés à ce pays. Après une pause pour la réunion de printemps du FMI à Washington, le quartet représentant les bailleurs de fonds devait retourner lundi à Athènes, les premiers rendez-vous n'étant pas prévus pour avant mardi 19 avril, a déclaré le ministère des Finances. L'objectif, selon une source gouvernementale grecque, est de conclure un "accord technique" qui serait soumis à la réunion vendredi à Amsterdam des grands argentiers de la zone euro.

Le Premier ministre de gauche, [Alexis Tsipras](#), a quant à lui jugé "possible" un accord d'ici à la Pâque orthodoxe, le 1er mai. Les créanciers ont toutefois soufflé le chaud et froid, entre l'optimisme affiché samedi à Washington par les gouvernements français et allemand et le bémol apporté par le commissaire européen aux Affaires économiques, [Pierre Moscovici](#), qui a souligné qu'il "reste du travail à faire". "Nous avons fait des progrès et l'élan doit être maintenu", a synthétisé lundi 18 avril le porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas. Les discussions, qui ont déjà pris des mois de retard, achoppent encore sur les modalités de mise en oeuvre des réformes des retraites et fiscale que le gouvernement s'est engagé à faire pour permettre à la Grèce d'économiser comme convenu quelque 5,4 milliards d'euros.

Un compromis sur ces mesures doit permettre la poursuite du versement à ce pays des nouveaux prêts de 86 milliards d'euros convenus en juillet, et ouvrir à une discussion sur l'aménagement de la dette publique grecque, qui caracole à près de 180% du PIB. L'échéance financière est encore assez lointaine, les prochains grands remboursements dont la [Grèce](#) doit s'acquitter étant pour juillet. Mais le gouvernement grec met en garde contre sa possible déstabilisation si les choses devaient encore traîner, d'autant qu'il doit aussi faire face en première ligne à la crise migratoire. Côté européen, la perspective d'une crise majeure en cas de vote britannique pour

une sortie de l'UE pourrait aussi peser.

Le FMI et l'UE réclament des efforts supplémentaires

A Washington, les créanciers européens ont de fait plaché avec le FMI pour aplanir leurs différences dans l'évaluation des capacités de l'économie grecque à s'assainir et rebondir, qui avaient encore compliqué la partie ces dernières semaines. Il s'agirait de "demander des mesures supplémentaires à Athènes au cas où le pays ne parviendrait pas à dégager un excédent budgétaire primaire (avant paiement des intérêts de la dette) de 3,5% du PIB en 2018" comme prévu, a dit une source proche des créanciers. De quoi permettre au FMI, pour lequel cet objectif est irréaliste au vu des réformes et des mesures jusque-là envisagées, de rester en lice, comme l'exige Berlin. L'option, qui "permettrait de sortir de la 'dispute' avec le FMI", n'a toutefois pas encore été avalisée par tous les membres de la zone euro, a souligné la même source.

Le gouvernement grec a pour sa part déclaré avoir été saisi d'une telle proposition et l'examiner. Mais je "ne pense pas que cela soit acceptable", a commenté le ministre grec de l'Energie, Panos Skourletis, s'exprimant lundi sur les ondes de la radio ERT. Pour Kostas Melas, professeur en finance internationale à l'université Panteion d'Athènes, Alexis Tsipras est toutefois prêt à faire un maximum de concessions pour éviter la répétition du psychodrame de l'été dernier, quand son pays avait été menacé d'une sortie de l'euro. Il le déplore : au niveau économique, prévoir des mesures supplémentaires "va encore retarder le retour à la normalité pourtant affiché comme objectif par les créanciers eux-mêmes, et au niveau social, cela pourrait être explosif", a-t-il expliqué. Après un pic de grogne l'hiver dernier à l'annonce des premiers projets de réforme de retraite, les syndicats n'ont de fait pas désarmé, prêts à déclencher de nouvelles grèves générales. L'opposition de droite est pour sa part désormais créditée par les sondages d'avoir ravi la première place à la gauche gouvernementale.

La dette hellène est-elle soutenable ?

07.04.2016 à
11h23

Comme un air de « déjà-vu ». Alors que les négociations entre Athènes et ses créanciers (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Commission européenne, Mécanisme européen de stabilité) ont repris lundi 4 avril, la dette publique hellène est de nouveau au cœur des débats. « *Elle est soutenable jusqu'en 2022 mais de nouvelles discussions s'imposeront pour la suite* », a déclaré mardi George Stathakis, le ministre grec de l'économie.

Un point de vue que partage le FMI. Il refuse de participer au troisième plan d'aide au pays (86 milliards d'euros) tant que la dette grecque ne sera pas restructurée. Une option dont les Européens, notamment les Allemands, ne veulent pas entendre parler, la jugeant inutile... Alors, soutenable ou pas, la dette grecque ?

« *Croissance, inflation, déficit... la restructuration dépend de critères qu'il est facile de manipuler en fonction du dessein politique* » selon un expert

La réponse est plus délicate qu'il n'y paraît. « *En vérité, il n'existe aucune définition unanime permettant d'établir avec certitude si une dette est insoutenable* », résume Maxime Sbaihi, chez Bloomberg. « *Croissance, inflation, déficit... Cela dépend d'un grand nombre de critères qu'il est facile de manipuler en fonction du dessein politique* », ajoute Wolfango Piccoli, chez Teneo Intelligence. Par exemple, en surestimant les rentrées fiscales à venir...

En 2015, la dette grecque a atteint 180 % du produit intérieur brut (PIB). En 2012, une première restructuration l'avait réduite de 175 % à 157 % du PIB. Depuis, elle s'est stabilisée en valeur absolue tout en réaugmentant en pourcentage du PIB pour cause de récession.

Pas d'attaque spéculative à craindre

Les conditions sont aujourd'hui très favorables. « *La dette grecque appartient pour l'essentiel à des créanciers publics, qui lui réclament des taux d'intérêt très bas* », résume Diego Iscaro, économiste chez IHS Global Insight. Pas d'attaque spéculative des marchés à craindre ! En outre, la maturité moyenne de sa dette est de vingt-cinq ans, ce qui est plutôt confortable. « *Enfin, le gouvernement ne commencera à rembourser l'essentiel des prêts européens qu'à partir de 2022* », ajoute Platon Monokroussos, chef économiste d'Eurobank, à Athènes. Même si quelques remboursements ponctuels au FMI ou à la BCE interviendront plus tôt.

Le problème ? Le plan d'aide signé entre Athènes et l'Eurogroupe à l'été 2015 exige de la Grèce un excédent primaire (hors remboursement de la dette) de 3,5 % du PIB en 2018. Une cible irréaliste selon la plupart des économistes. « *Tant que le pays devra dégager de tels excédents primaires, l'économie restera totalement étranglée* », juge Jésus Castillo, chez Natixis.

Or le PIB hellène a reculé de 25 % depuis son niveau d'avant-crise et, à l'exception de 2014, le pays est en récession depuis sept ans. En dehors du tourisme, tous les secteurs économiques se sont effondrés. Voilà pourquoi le FMI estime qu'une nouvelle restructuration de la dette s'impose. La bonne nouvelle, c'est que celle-ci pourrait se faire sans coupe nette : « *Allonger la maturité des prêts tout en baissant leur taux permettrait de rendre le fardeau soutenable, sans heurter les Allemands* », estime M. Sbaihi.